



 **cnesco**
 **conseil national
d'évaluation
du système scolaire**



CONFÉRENCE DE COMPARAISONS INTERNATIONALES

LIVRET DU PARTICIPANT

PRÉVENTION ET INTERVENTION :
COMMENT AGIR EFFICACEMENT
FACE AU DÉCROCHAGE
SCOLAIRE ?



#CCI_Décrochage

9 & 10 novembre 2017

Ciep - Sèvres



SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE LA CONFÉRENCE	3
OUVERTURE	5
CONFÉRENCES D'INTRODUCTION (JOUR 1)	7
PLÉNIÈRE 1. LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE : QUELS SONT LES ENJEUX ?	9
PLÉNIÈRE 2. AGIR AVANT LA RUPTURE : COMMENT INTERVENIR FACE AU RISQUE DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE	15
ATELIERS DE LA PREMIÈRE JOURNÉE	21
CONFÉRENCES D'INTRODUCTION (JOUR 2)	25
PLÉNIÈRE 3. LE DÉCROCHAGE, ET APRÈS : COMMENT ACCÉDER AUTREMENT À LA QUALIFICATION ?	27
ATELIERS DE LA SECONDE JOURNÉE	33
COMITÉ D'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE	37

PRÉSENTATION DE LA CONFÉRENCE

Quelles politiques sont menées à l'étranger pour lutter contre le décrochage scolaire ? Quels dispositifs concrets et évalués ont été mis en place dans d'autres pays ? Comment identifier les jeunes à risque de décrochage scolaire dans un objectif de prévention ? Quelles solutions de « raccrochage » peuvent être proposées ?

Afin de proposer des pistes pour améliorer la lutte contre le décrochage scolaire, **le CNESCO et le Ciep organisent, en partenariat avec le CREN** (université de Nantes), une conférence de comparaisons internationales :

PRÉVENTION ET INTERVENTION : COMMENT AGIR EFFICACEMENT FACE AU DÉCROCHAGE SCOLAIRE ?

Jeudi 9 et vendredi 10 novembre 2017 – Ciep (Sèvres)

La conférence permet à des décideurs français d'appuyer leur réflexion sur des expériences concrètes de politiques publiques menées à l'étranger et évaluées scientifiquement. La réflexion de ces décideurs (Éducation nationale, collectivités territoriales, parents...) se nourrit de ces expériences, des efforts déployés pour les faire aboutir, des facteurs de leur réussite, aussi bien que des obstacles qu'elles ont rencontrés. Ces échanges permettent de co-construire des préconisations à partir de résultats de la recherche, de travaux d'évaluation et de témoignages de terrain.

La conférence internationale alterne pendant deux jours :

- **des séances plénières** qui présentent des retours d'expériences et des recherches scientifiques menées à l'étranger ;
- **des ateliers participatifs**, centrés sur le cas français, afin de produire des propositions de préconisations.

La conférence est diffusée en direct, en français et en anglais, sur www.cnesco.fr.

OUVERTURE



Stéphane Foin

Centre international d'études pédagogiques, France

Stéphane Foin est le directeur adjoint du Centre international d'études pédagogiques (Ciep), depuis le 1^{er} septembre 2015.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une licence de littérature moderne, d'un DEA de relations internationales et de l'agrégation de sciences sociales, Stéphane Foin a exercé comme professeur de sciences économiques et sociales en Seine-et-Marne et comme maître de conférences en relations internationale à l'IEP de Paris en 2004-2005. Après avoir été directeur de l'Alliance française au Mexique en 1993, il rejoint à nouveau le ministère des Affaires étrangères en 2000, où il exerce les fonctions de directeur de l'Alliance française en Inde puis, à l'administration centrale, de chef de bureau du pilotage de l'aide au développement (direction générale de la coopération internationale et du développement). Il est nommé, en 2007, conseiller de coopération et d'action culturelle en Indonésie, puis, en 2011, conseiller de coopération et d'action culturelle en Colombie.



Nathalie Mons

Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), Université de Cergy-Pontoise, France

Professeure de sociologie à l'université de Cergy-Pontoise et présidente du Cnesco, Nathalie Mons est spécialisée dans l'action publique en éducation et consacre ses recherches à l'évaluation des politiques éducatives dans une perspective comparatiste internationale. Diplômée de Sciences-Po Paris, titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation et d'une habilitation à diriger des recherches en sociologie, Nathalie Mons a également été à l'initiative de la construction, à partir de 2007, d'un consortium francophone de formation en *e-learning* des cadres du ministère de l'Éducation nationale basés en France et à l'étranger. Parallèlement, elle est membre de plusieurs comités scientifiques et éditoriaux de revues spécialisées, et participe régulièrement à des opérations d'évaluation dans l'enseignement supérieur (Agence nationale de la recherche, Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Nathalie Mons a été professeure invitée de 2008 à 2009 au *London Institute of Education* et intervient régulièrement comme experte pour la Commission européenne et l'OCDE (elle a été membre du consortium PISA en 2009). En 2012, elle a co-piloté la concertation pour la refondation de l'école de la République.

CONFÉRENCES D'INTRODUCTION (JOUR 1)

- **Le décrochage scolaire : la construction d'un problème public en France et à l'étranger**

Le décrochage scolaire s'est imposé comme une problématique éducative majeure en France. D'une certaine manière, cette question relaie celle, plus ancienne, des sortants non qualifiés du système éducatif. Mais la généralisation de la norme du diplôme du secondaire dans la société française, comme l'influence de l'Europe dans la construction des politiques publiques, ont participé à centrer le regard sur l'école plutôt que sur le marché du travail, et à légitimer les préoccupations sur le décrochage, défini comme une sortie du système éducatif sans avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires (CAP, BEP ou baccalauréat). En effet, les ruptures précoces de scolarité constituent, en France comme ailleurs, un coût à la fois pour les individus concernés, mais également pour les collectivités qui auront à prendre en charge les effets de ces ruptures. La recherche permet d'identifier les facteurs du décrochage scolaire, tant au niveau des individus qu'à celui des contextes. Ces facteurs sont complexes et interviennent dans la durée du parcours scolaire de l'enfant et de l'adolescent. À cet égard, le décrochage scolaire doit être considéré comme un processus, compréhensible à partir d'une approche multifactorielle. Toutefois, au niveau international comme en France, les travaux convergent pour mettre au premier plan les facteurs scolaires, qu'il s'agisse des premiers apprentissages ou des effets des contextes des établissements scolaires. Ces constats soutiennent l'idée qu'il faut prioritairement développer des actions de prévention afin de lutter contre le décrochage scolaire. Cependant, la grande diversité des actions entreprises en France en la matière relève plutôt des registres de l'intervention, quand les premiers signes du décrochage apparaissent, et de la compensation, une fois la rupture consommée entre le jeune et l'école. Une approche plus préventive semble toutefois se développer récemment, sous l'impulsion des plans de lutte contre le décrochage scolaire mis en œuvre ces dix dernières années.



Pierre-Yves Bernard

CREN, Université de Nantes, France

Pierre-Yves Bernard est maître de conférences à l'université de Nantes et chercheur au Centre de recherche en éducation de Nantes (CREN). Après une carrière de professeur de lycée en sciences économiques et sociales, Pierre-Yves Bernard a rejoint le département des sciences de l'éducation de l'université de Nantes en 2004. Auteur d'une thèse sur « la politique de traitement du décrochage scolaire : le cas de la Mission générale d'insertion de l'Éducation nationale », il a développé ses travaux de recherche sur le décrochage scolaire, sur l'insertion professionnelle des jeunes faiblement qualifiés et sur l'enseignement professionnel. Il coordonne actuellement un programme de recherche regroupant une vingtaine de chercheurs, financé par l'Agence nationale de la recherche et intitulé « Territoires et décrochages scolaires ».

- **Une comparaison internationale de l'absentéisme scolaire : l'apport de PISA**

Sur le *continuum* qui va du plein engagement dans les tâches scolaires à l'abandon précoce de la scolarité, l'absentéisme est l'un des signes visibles qui traduit les premiers pas de l'élève dans l'engrenage du décrochage scolaire. Or, les recherches qui s'intéressent spécifiquement à la question de l'absentéisme sont bien moins abondantes que celles qui portent sur le décrochage scolaire. Les trois variables concernant l'absentéisme issues de la base de données internationales PISA 2015 ont donc été exploitées afin d'étudier l'ampleur du phénomène d'absentéisme en France, comparativement à 29 autres pays industrialisés. Dans la mesure où les informations concernant ces pays étaient disponibles dans la base de données PISA, ces indicateurs prédictifs du décrochage scolaire ont été introduits dans un modèle de régression logistique afin d'étudier le poids respectif de variables individuelles, familiales et scolaires dans l'explication de l'absentéisme.

Cette présentation permettra également d'interroger les politiques éducatives au sens large et de montrer l'intérêt d'étudier sérieusement et rapidement les phénomènes d'absentéisme chronique comme un élément sujet à de considérables améliorations dans les systèmes éducatifs.



Ariane Baye

Université de Liège, Belgique

Ariane Baye est professeure au département Éducation et Formation de l'Université de Liège en Belgique. Elle s'intéresse aux politiques éducatives, et notamment à la question de l'efficacité et de l'équité des systèmes éducatifs. Elle a mené des recherches dans le domaine de la lecture : elle a notamment été impliquée dans le développement de l'étude PISA 2009 et a récemment réalisé, avec Robert E. Slavin, une synthèse des études les plus probantes portant sur l'amélioration des compétences en lecture dans l'enseignement secondaire. Depuis 2013, elle est titulaire d'une chaire dédiée à l'analyse du décrochage scolaire et de la diversité dans les systèmes d'enseignement et de formation. Dans ce cadre, elle participe à la mise en place des projets de prévention du décrochage.

PLÉNIÈRE 1.

LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE : QUELS SONT LES ENJEUX ?

Modérateur

Pierre-Yves Bernard

CREN, Université de Nantes, France

- **PANORAMA INTERNATIONAL**

- Le décrochage scolaire : une perspective holistique, différenciée et systémique**

La recherche internationale reconnaît de plus en plus que le décrochage scolaire est un problème multidimensionnel nécessitant une approche systémique à différents niveaux. Ceux-ci comprennent les niveaux individuel, familial, de la classe, de l'école, de la communauté locale et de la société en général. Les réponses stratégiques du système éducatif doivent aller au-delà d'initiatives ponctuelles, fragmentées et isolées, et exiger une attention différenciée sur les besoins, distinguer les interventions aux niveaux de prévention universel (tous les élèves), identifiés (certains élèves présentant un risque modéré) et ciblés (très peu d'élèves à besoins persistants). Elles doivent aussi s'appuyer sur les points forts du système. Une tendance clé est la reconnaissance croissante des dimensions émotionnelles et relationnelles dans la prévention du décrochage scolaire, y compris par des liens holistiques entre la santé et l'éducation, dans le cadre d'une approche d'équipes multidisciplinaires. Des recherches récentes soulignent également la nécessité de réponses systémiques pour prévenir le décrochage scolaire, le harcèlement scolaire et la violence à l'école, plutôt que de se concentrer simplement sur la résilience individuelle. Alors que des problèmes macroéconomiques, tels que la pauvreté infantile ou le redoublement, sont des préoccupations affirmées, de plus en plus de données semblent montrer que des approches curriculaires en faveur du développement des compétences sociales et émotionnelles des élèves donnent de meilleurs résultats sur des dimensions qui sont associées au décrochage scolaire.



Paul Downes

Université de la ville de Dublin, Irlande

Paul Downes est directeur de l'*Educational Disadvantage Centre* de l'Université de la ville de Dublin (Irlande), professeur associé en éducation (psychologie) à l'Institut de l'Éducation à Dublin. Il a réalisé des expertises pour la Commission européenne dans les domaines des inégalités sociales, de l'apprentissage tout au long de la vie, de l'éducation de la deuxième chance et du décrochage scolaire. Il a également été conseiller auprès de plusieurs groupes de travail sur les politiques scolaires de la Commission européenne. Il a été chercheur invité à l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver (Canada), au Centre Lauterpatch pour le droit international (Angleterre), membre du Sénat irlandais et du groupe d'experts du Parlement sur le décrochage scolaire, conseiller du ministère irlandais de l'Éducation et du ministère des Enfants, et est président du programme « Grangegorman Area Based Childhood Programme ». Ses travaux ont été publiés dans des revues internationales dans les domaines de la psychologie, de l'éducation, du droit, de la philosophie, de l'anthropologie et de la politique sociale, il a donné des conférences sur l'éducation dans plus de 25 pays. Il a récemment mené des rapports pour la Commission européenne sur les indicateurs structurels pour les systèmes inclusifs et sur l'intimidation scolaire. Sa contribution à la politique et à la pratique internationale comprend des invitations de huit ministères officiels de différents pays à présenter ses recherches sur divers aspects des systèmes inclusifs dans l'éducation, ainsi que du groupe de travail du Parlement européen sur la qualité de l'enfance, l'intergroupe du Parlement européen sur les droits de l'enfant, le Réseau européen des conseils de l'éducation, l'Unicef, l'École internationale de psychologie analytique à Zurich et la Fondation du Président de Malte.

▪ ROYAUME-UNI

Comprendre et analyser la politique menée pour réduire le nombre de NEETs (jeunes sans emploi et ne suivant ni étude, ni formation)

Cette présentation visera à mieux comprendre l'appellation NEET *Not in Education, Employment or training*, pourquoi ce terme a été adopté pour la première fois au Royaume-Uni et pourquoi un nombre croissant de jeunes se voit attribuer ce statut. Nous examinerons comment la politique est développée à travers l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord pour soutenir les jeunes définis comme NEETs. Des exemples d'initiatives de politiques innovantes du Royaume-Uni seront présentés. Enfin, la pertinence du terme « NEET », qui permettrait peut-être de masquer autant que de souligner les niveaux actuels de désengagement des jeunes, sera discutée.



Sue Maguire

Université de Bath, Angleterre

Sue Maguire est professeure honoraire à l'Institut de recherche politique de l'université de Bath, membre associé au Centre de compétences, connaissances et performance organisationnelle de l'université d'Oxford (SKOPE) et chercheuse invitée au Centre de recherche économique et sociale (CASE) en Pologne. Elle s'est engagée dans une recherche sur les politiques axées sur l'éducation, l'emploi et la formation depuis 1988. Son expertise en recherche sur les transitions de la jeunesse et en particulier les besoins des groupes de jeunes défavorisés et désengagés a eu un impact significatif sur la pensée académique et l'élaboration des politiques à l'échelle nationale et internationale. Au Royaume-Uni, elle a été consultée par la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords. Elle est régulièrement invitée à donner des conseils sur l'élaboration des politiques publiques. Elle a publié de nombreux articles, y compris des articles de magazines scientifiques, des chapitres de livres et plus de 40 rapports pour des départements gouvernementaux et d'autres agences.

- **ESTONIE**
Le coût de l'échec scolaire

L'échec scolaire se caractérise, d'une part, par l'incapacité d'un élève à atteindre le niveau minimum de compétences cognitives jugé nécessaire pour une participation productive au marché du travail et à la société en général, et, d'autre part, par l'échec du système scolaire lui-même à faire réussir tous les élèves. Cette présentation se concentre sur l'expérience estonienne dans la mesure des coûts liés à l'échec scolaire. Après avoir calculé les coûts associés à un large éventail de résultats (baisse des salaires et des recettes fiscales, santé plus précaire, besoin accru de prestations sociales et propension plus grande à commettre un délit), le coût total de l'échec scolaire s'élevait, en 2011 en Estonie, à 78 000 euros par personne qui sort précocement du système scolaire.



Janno Järve

Centre estonien de recherche appliquée

Janno Järve est analyste senior au Centre estonien pour la recherche appliquée (CentAR). Ses domaines de recherche comprennent la politique du marché du travail et la politique de l'éducation visant à améliorer les compétences professionnelles. Avant de rejoindre l'équipe de recherche du CentAR, il a travaillé pendant trois ans au ministère estonien des affaires sociales en tant que secrétaire général adjoint à la politique du travail. Janno Järve a également été responsable de la direction de l'analyse au ministère estonien des affaires économiques et de la communication qui, entre autres, était responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du système de prévision des besoins du marché du travail. Il est diplômé d'un doctorat en économie de l'Université de Tartu, où il donne régulièrement des conférences sur l'application de méthodes quantitatives dans l'analyse économique.

▪ PAYS-BAS

Une vue multidisciplinaire sur le décrochage scolaire

Le décrochage scolaire aux Pays-Bas a rapidement diminué au cours de la dernière décennie, atteignant à la fois l'objectif national et international. Au niveau national, des interventions ont été mises en œuvre pour assurer une éducation continue pour chaque enfant et pour lutter contre l'absentéisme scolaire ponctuel et à long terme. Dans le même temps, les responsabilités en matière de réduction du décrochage scolaire ont été réorientées du niveau gouvernemental au niveau régional, ce qui a donné l'occasion de mettre en place des approches partenariales. Ces mesures ont entraîné une diminution de 6,5 % du décrochage scolaire. Cependant, la recherche empirique multidisciplinaire a encore des recommandations politiques à faire pour réduire davantage le nombre de jeunes décrocheurs, à l'aide d'interventions précoces.



Tanja Traag

Bureau central des statistiques, Pays-Bas

Tanja Traag a étudié la sociologie à l'université de Radboud à Nimègue, au Pays-Bas. Elle a écrit sa thèse sur l'inégalité entre les sexes dans le domaine des choix de filières dans l'enseignement secondaire. En 2012, elle a terminé sa thèse sur les causes et les conséquences du décrochage scolaire dans l'enseignement professionnel du premier cycle du secondaire aux Pays-Bas à l'université de Maastricht. Dans son étude, elle a appliqué une approche multidisciplinaire sur les facteurs de risque et de protection du décrochage scolaire précoce en utilisant des cadres de la sociologie, de l'économie, de la criminologie et de la psychologie. Elle travaille actuellement au Bureau central des statistiques aux Pays-Bas, en tant que porte-parole des publications sur l'éducation, la jeunesse et la santé.

PLÉNIÈRE 2.

AGIR AVANT LA RUPTURE : COMMENT INTERVENIR FACE AU RISQUE DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ?

Modérateur



Thierry Berthet

Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), France

Thierry Berthet est politiste, directeur de recherche du CNRS au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST). Ses travaux de recherche portent sur les politiques comparées de lutte contre le décrochage scolaire, l'action publique en matière d'orientation, la territorialisation des politiques publiques et les politiques de l'emploi. Ses travaux sur le décrochage scolaire concernent, notamment, l'expérience des dispositifs de remédiation par les jeunes décrocheurs et les opérateurs de terrain.

■ PANORAMA INTERNATIONAL

Prévention du décrochage scolaire dans l'Union européenne

Cette présentation vise à rassembler les résultats du projet de recherche financé par l'Union européenne, intitulé « Réduire le décrochage scolaire en Europe » - RESL.eu (2013-2018), qui a réuni des chercheurs de divers horizons disciplinaires issus de 9 États membres de l'Union européenne : l'Autriche, la Belgique (Flandre), la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni. Le projet RESL.eu vise à approfondir les mécanismes et les processus conduisant à la décision d'un élève de quitter l'école ou de suivre un apprentissage précoce, ce qui a permis de découvrir de nombreux indicateurs pertinents et interdépendants de difficultés structurelles/systémiques, institutionnelles et individuelles pour adapter et surmonter ces transformations sociales. À côté de cela, le projet RESL.eu vise également à identifier et à analyser les mesures de prévention, d'intervention et de compensation à l'intérieur et à l'extérieur du cadre éducatif général, afin d'aider les jeunes à obtenir un diplôme d'enseignement secondaire supérieur. La combinaison des deux axes a permis d'identifier de nombreux et importants facteurs de risque et de prévention, à différents niveaux et contextes qui influencent les trajectoires éducatives des jeunes.

Lore Van Praag se concentrera principalement sur les mesures de prévention et d'intervention en milieu scolaire, en s'appuyant sur une méthode d'évaluation basée sur la théorie (Hansen & Vedung, 2010). L'évaluation basée sur la théorie s'appuie sur l'analyse des points de vue des parties prenantes concernant la portée et l'objectif, l'orientation sur les problèmes, la participation, l'appropriation et l'expérience des mesures de prévention et d'intervention, recueillies par les concepteurs, les exécutants et les destinataires individuels/collectifs. Les sept partenaires participant à ce projet ont tous utilisé une méthodologie similaire pour permettre des analyses transversales de

mesures scolaires à partir d'une sélection d'établissements secondaires dans des domaines de recherche particuliers en Belgique (Flandre), aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Espagne (Catalogne), en Suède et au Royaume-Uni (Angleterre).

Cette présentation a pour objectif de définir différents types de mesures d'intervention et de prévention, de mettre en évidence et de discuter de la relation entre les mesures de prévention et d'intervention, et les mesures compensatoires.



Lore Van Praag

Université d'Anvers, Belgique

Lore Van Praag (Maîtrise, Ph.D., Sociologie, Université du Gand) travaille comme chercheuse post-doctorante au Centre des études migratoires et interculturelles (CeMIS) de l'université d'Anvers et coordinatrice de recherche du septième programme-cadre RESL.eu sur le décrochage scolaire en Europe. Ses intérêts de recherche portent sur les relations interethniques dans les écoles, le suivi, la discrimination, le décrochage scolaire et l'ethnographie.

▪ **ITALIE**

Premiers pas d'une politique de lutte contre le décrochage scolaire

Le décrochage scolaire en Italie est une question endémique et grave en termes d'inégalité sociale. Basé sur des fractures socio-économiques, territoriales et individuelles, celui-ci persiste au cours des dernières années, malgré plusieurs tentatives de le réduire. De nombreuses initiatives ont été menées, surtout dans le sud de l'Italie, avec le soutien des programmes de développement de l'Union européenne (PON_FESR_FER) en 2003-2007 et en 2008-2014. Certaines dispositions politiques récentes ont également attiré l'attention du grand-public et suscité son inquiétude sur les difficultés d'apprentissage des élèves en tant que facteur de risque. Dans le passé, des sociologues se sont concentrés sur les déterminants du décrochage scolaire et se sont accordés sur trois types de facteurs explicatifs : des facteurs directs, comme la souffrance scolaire des élèves ou le manque de préparation des enseignants ; des facteurs indirects, comme un milieu familial défavorisé ou des aspirations irréalistes ; des facteurs éloignés, comme la divergence entre la culture scolaire et le monde professionnel, et l'opposition « faire »-« étudier » (Colombo, 2010), qui sous-évalue la connaissance en elle-même. Récemment, des éléments plus critiques sont apparus :

- En moyenne, le taux de décrochage scolaire s'est amélioré, mais depuis que le début de la crise économique, tous ces facteurs ont encore affecté la population scolaire à faible statut social, en particulier les migrants, poussant le pays à revenir à un système élitiste et inégal.
- Le manque d'action publique dans le champ de l'éducation conduit à convaincre les citoyens que l'éducation est inutile pour la réussite sociale, ce qui va à l'encontre des objectifs d'égalité d'accès et de mobilité sociale.

- La difficulté des enseignants à faire face aux besoins particuliers des élèves renforce les inégalités.
- Les mesures centrées sur les individus ou sur l'établissement ne peuvent pas prévenir le décrochage scolaire parce qu'elles s'adressent à des situations « classiques » (handicap, pauvreté ou difficultés familiales) et ne considèrent pas le décrochage scolaire comme un choix personnel (Colombo, 2013).

En partant de la situation du décrochage scolaire en Italie (données ISTAT-Eurostat) depuis 2000, la contribution repose sur l'analyse des acquis scolaires (données PISA-INVALSI) liés au contexte social des élèves (territoire, sexe, origine migratoire) et montre qu'un réel objectif de prévention fait encore défaut à la politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire.



Maddalena Colombo

Université catholique du Sacré-Cœur de Milan, Italie

Maddalena Colombo est professeure agrégée en sociologie de l'éducation à la faculté d'éducation de l'université catholique de Milan, en Italie. Directrice du CIRMIB (Centre d'Initiatives et Recherche sur les Migrations à Brescia) et coordinatrice du master universitaire en « compétences interculturelles » et du module Jean Monnet « IDEAL – Dialogue Interculturel en Europe et Politique Active » de la même université. Depuis 2011, elle est membre du Conseil scientifique de RN10 – sociologie de l'éducation à l'ESA (Association Européenne de Sociologie).

▪ ALLEMAGNE

Stratégies et bilan d'un programme pour la réussite scolaire de tous les élèves en Saxe-Anhalt

Depuis 2008, les partenaires régionaux, les services de protection de la jeunesse et les écoles de Saxe-Anhalt travaillent ensemble pour mener à bien le programme *Schulerfolg sichern*, qui vise à garantir à tous les enfants le même accès à un enseignement primaire et secondaire de qualité dans cette région. L'objectif est d'atteindre tous les élèves et, en particulier, d'intervenir auprès de ceux qui risquent d'abandonner l'école avant d'obtenir un diplôme de l'enseignement secondaire. Le financement initial de ce programme s'est étendu de 2008 à 2015. Le programme a été reconduit jusqu'en 2020 en raison de ses effets positifs, notamment sur la réduction des absences non excusées et des problèmes de comportement à l'école, sur l'amélioration des performances et du niveau de confiance en soi des élèves, et sur l'amélioration du climat scolaire. Ce succès pourrait être dû en grande partie à l'approche systémique qui sous-tend sa mise en œuvre et au fait que des outils d'évaluation ont été intégrés dans le modèle depuis sa conception.



Franziska Lau

Fondation allemande des enfants et des jeunes, Allemagne

Franziska Lau a étudié dans le domaine du travail social (elle est diplômée en pédagogie sociale) et les sciences de l'éducation à Berlin et Magdebourg. Elle a commencé sa carrière professionnelle dans le domaine social interculturel avec les filles et les femmes dans le cadre scolaire. Puis, elle a activement participé au développement de l'enseignement secondaire supérieur au Mozambique, s'efforçant avec son équipe d'assurer la réussite scolaire des élèves par une mise en œuvre d'un multi-professionnalisme et de réseaux sociaux.

▪ IRLANDE

Décrochage scolaire : l'expérience irlandaise

L'Irlande peut être classée parmi les pays ayant un faible taux de décrochage scolaire. Cette présentation présentera l'évolution du taux de décrochage scolaire des jeunes en Irlande depuis les années 1980, donnant un aperçu des développements politiques nationaux et européens qui ont contribué à sa diminution. L'accent sera également mis sur la nature du système éducatif et sur les conditions macroéconomiques. Fait important, la persistance et les caractéristiques des jeunes en situation de décrochage scolaire seront discutées, tout comme les facteurs qui contribuent à l'augmentation des risques.



Delma Byrne

Université de Maynooth, Irlande

Delma Byrne est docteure en sociologie. Elle exerce au Département de sociologie et d'éducation de l'université de Maynooth. Ses principaux intérêts de recherche portent sur la façon dont les inégalités sont reproduites dans le système éducatif, sur le décrochage scolaire précoce, les transitions école-travail et sur la stratification sociale dans l'éducation et le marché du travail. Cette recherche dépasse les questions de classes sociales, de sexe, de race, d'ethnies, de statut de migrant et de handicap. Ce travail comprend des analyses d'expériences et de résultats scolaires au primaire, au secondaire et dans l'enseignement supérieur, ainsi que dans l'enseignement professionnel et la formation post-secondaires, et sur les transitions entre l'éducation et le marché du travail.

ATELIERS DE LA PREMIÈRE JOURNÉE

ATELIER 1

Quel rôle des pratiques enseignantes dans la prévention du décrochage scolaire ?

Salle Voltaire

Animateur : Nicolas Ménagier, ingénieur, chargé du décrochage scolaire, ESENER

Intervenants :

- Jean-Luc Berthier, enseignant en Espé
- Bouchra Slimani, professeure de lettres modernes et formatrice CARDIE, collège Eugène Chevreur à l'**Haÿ-les-Roses**, académie de Créteil

Les pratiques enseignantes sont le premier facteur influençant les apprentissages des élèves (c'est « l'effet-maître »). Mais elles ont aussi un impact sur d'autres aspects de la vie scolaire des jeunes : motivation scolaire, bien-être à l'école, climat scolaire... Ainsi, par ces biais, mais également parce que les enseignants sont les interlocuteurs les plus directs des élèves en cas de difficultés, les pratiques enseignantes peuvent prendre un rôle majeur dans la prévention du décrochage, avant même que celui-ci fasse son apparition.

1. *En quoi les apports de la recherche transforment-ils les pratiques enseignantes ?*
2. *Quelles relations « enseignants/enseignés » peuvent-être mises en place pour prévenir le décrochage scolaire ?*

ATELIER 2

Quelles politiques d'établissement pour lutter contre le décrochage scolaire ?

Salle Montaigne

Animateur : Claude Bisson-Vaivre, IGEN honoraire

Intervenants :

- Christine Morisson, proviseure, lycée de Léon de Landivisiau, académie de Rennes
- Philippe Rivieyran, principal, collège Érasme de Strasbourg, académie de Strasbourg

Les élèves en difficulté face à l'école, qui s'en éloignent et ont un risque de décrocher, nécessitent un suivi particulier. Celui-ci doit être le fait non seulement de l'enseignant mais aussi, plus globalement, de la totalité de la communauté éducative. Cela suppose que la classe et l'établissement soient des lieux attrayants d'apprentissage et de vie. Ainsi, les politiques de lutte contre le décrochage scolaire

doivent être le fait d'une action coordonnée au sein de l'établissement, organisée via la politique et le projet d'établissement.

1. *Quelles sont les conditions à réunir pour mettre en place une politique d'établissement pour lutter contre le décrochage scolaire, et notamment quel est le rôle du chef d'établissement ?*
2. *Comment identifier les obstacles et déterminer les solutions pour construire un plan de formation de ressources humaines au niveau d'un établissement en vue de lutter contre le décrochage scolaire ?*

ATELIER 3

Quelle place pour les familles dans la lutte contre le décrochage scolaire ?

Salle Rousseau

Animatrice : Sadika Benslimane, chargée de programmes au département coopération en éducation, Ciep

Intervenants :

- Sekouna Bagayoko, coordinatrice du programme réussite éducative de Noisy-le-Sec
- Paul Baquiast, proviseur, lycée des métiers Santos-Dumont de Saint-Cloud, académie de Versailles

Les familles sont en première ligne quant à la réussite éducative de leurs enfants. Cependant elles ne trouvent pas nécessairement les interlocuteurs et l'écoute auprès des équipes pédagogiques lorsque leurs enfants éprouvent des difficultés. De plus, certaines familles, de par leur expérience scolaire ou personnelle, sont éloignées de l'école. Les parents ne sont donc pas toujours outillés pour déceler les difficultés en amont et trouver par eux-mêmes des réponses pour réagir. Il convient alors de s'interroger sur les modes de communication entre la famille et l'école.

1. *Comment faciliter la communication entre les familles et l'école ?*
2. *Comment mieux entendre les familles sur ce qui se vit à domicile au moment du « décrochage » et les aider à trouver des réponses adaptées ?*

ATELIER 4

Orientation et décrochage scolaire : comment passer de l'orientation contrainte au choix d'orientation ?

Salle d'Alembert

Animateur : Nicolas Madiot, chef du service académique de l'information et de l'orientation, académie de Toulouse

Intervenantes :

- Emmanuelle Reille-Baudrin, directrice, Centre d'information et d'orientation (CIO) de Pantin, académie de Créteil
- Delphine Olive, principale-adjointe du collège Daniel Fery à Limeil-Brévannes, académie de Créteil

Outre les difficultés d'apprentissage et le climat scolaire, une cause souvent évoquée du décrochage scolaire est une « mauvaise orientation ». Parce que l'orientation peut être subie (autocensure, places limitées en formation...) ou insuffisamment documentée (guidant alors vers de mauvais choix), l'orientation peut entraîner un mal-être au sein des filières où s'inscrivent les élèves, lequel peut alors conduire au décrochage scolaire. Cependant, l'orientation peut aussi être un levier de lutte contre le décrochage scolaire : une orientation réussie, une voie scolaire qui correspond aux aspirations des élèves et un accompagnement dans la filière où l'élève s'est orienté peuvent mener à une remotivation, éloignant ainsi le risque de décrochage.

1. *Comment proposer aux élèves un processus d'orientation de qualité, en donnant toute leur place aux jeunes et à une diversité d'acteurs ?*
2. *Quelles modalités d'accompagnement mettre en place pour faire du processus d'orientation un levier pour la persévérance scolaire ?*

ATELIER 5

Comment identifier les jeunes à risque de décrochage scolaire dans un objectif de prévention ?

Salle E. Cotton

Animatrice : Stéphanie Moullet, maître de conférences, Aix-Marseille Université

Intervenantes :

- Brigitte Bourcier, chargée de formation et de recherche, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
- Bénédicte Imbach, personnel de direction, académie de Rouen

Une détection anticipée des élèves ayant un fort risque de décrochage et la remédiation en amont semblent plus efficace pour lutter contre le décrochage qu'une action de remédiation *a posteriori*, parce que l'élève, encore présent dans le système scolaire, est plus facilement atteignable. Pourtant, il n'est pas toujours aisé, pour les équipes pédagogiques, de repérer les élèves à risque. L'objet de cet atelier est de faire état des éléments disponibles qui renseignent sur la présence du risque de décrochage scolaire chez les élèves et sur la façon dont les équipes pédagogiques peuvent se saisir de ces éléments. Il s'agit aussi de questionner les difficultés inhérentes à l'identification de facteurs de risques et de discuter des limites de cette identification.

1. *Comment créer les conditions (formation, cadre de travail, assistance, écoute...) permettant aux enseignants et autres personnels d'éducation de repérer ces signaux annonciateurs et de les communiquer à des personnes référentes suffisamment tôt pour que les élèves soient pris en charge ?*
2. *Comment aider les acteurs extérieurs à la classe (Groupe de prévention du décrochage scolaire (GPDS), associations d'éducation populaire...) à jouer un rôle tangible dans le dialogue avec les équipes éducatives et dans les actions quotidiennes des établissements ?*
3. *Comment éviter l'écueil de la catégorisation et de la stigmatisation de certains élèves, ou au contraire celui de l'absence de repérage de certains élèves qui ne correspondent pas au profil type ?*

CONFÉRENCES D'INTRODUCTION (JOUR 2)

- **Quelles expériences et quels enseignements de la première journée ?**

Thierry Berthet

Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), France

Cette intervention se propose de mettre en avant quelques points saillants des présentations des experts lors de la première journée de cette conférence de comparaisons internationales sur le décrochage scolaire, avec une mise en perspective du cas français. Elle offrira également un regard d'expert sur les échanges qui ont eu lieu lors des ateliers de la veille.

- **Décrochage scolaire et marché du travail : une relation complexe**

Le décrochage scolaire entretient des relations complexes avec l'emploi. Certes, l'absence de diplômes, qui en est une dimension essentielle, constitue dans tous les pays de l'OCDE un sérieux handicap à l'insertion professionnelle. Mais le marché du travail peut parfois exercer un effet d'attraction des jeunes non qualifiés sur ses segments les plus précaires et entretenir ainsi le décrochage. La dimension de comparaison internationale, tout comme celle du genre, se révèlent ici essentielles pour éclairer cette problématique.



Florence Lefresne

Cheffe de mission aux relations européennes et internationales, MEN-DEPP, France

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Cachan (1977-1981) et agrégée de sciences sociales, Florence Lefresne a d'abord enseigné en lycée. En 1992, elle est recrutée à l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales) où elle réalise un ensemble de travaux notamment sur le lien formation/emploi en comparaisons internationales qui la conduisent à une thèse de doctorat en économie du travail. Enseignante au CNAM, puis à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée, elle devient membre du comité de rédaction de la revue *Économies et sociétés* et du conseil scientifique du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse. Depuis 2011, elle dirige la mission aux relations européennes et internationales chargée de la coordination et de l'animation des activités internationales de la DEPP (indicateurs internationaux de l'éducation, enquêtes internationales, réseau Eurydice). Elle participe à ce titre à de nombreux comités de l'OCDE et de la Commission européenne. Elle est également professeure associée à l'université Paris V Descartes en sciences de l'éducation.

PLÉNIÈRE 3. LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE, ET APRÈS : COMMENT ACCÉDER AUTREMENT À LA QUALIFICATION ?

Modérateur



Yves Dutercq

CREN, Université de Nantes, France

Yves Dutercq est professeur de sociologie de l'éducation à l'université de Nantes et chercheur au Centre de recherche en éducation de Nantes (CREN, EA2661).

Ses travaux portent sur les transformations récentes de l'action publique éducative, en particulier dans leurs conséquences sur les personnels d'enseignement et d'encadrement ainsi que sur le rapport des usagers à l'égard des services de l'État. Il s'intéresse également au fonctionnement des établissements d'enseignement et à leur place dans l'environnement local. Ses recherches actuelles portent sur les politiques et dispositifs de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

Il a participé à la création de la seule revue de sociologie de l'éducation de langue française, *Éducation et sociétés* (De Boeck et INRP), dont il est rédacteur en chef adjoint.

▪ PANORAMA INTERNATIONAL

Retour à l'école : perspectives au Royaume-Uni et en Finlande

Cette présentation expose des résultats de recherche analysant les prédicteurs d'un retour à l'éducation et à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires supérieures chez les jeunes en situation de décrochage scolaire au Royaume-Uni et en Finlande. Ces deux pays ont des systèmes éducatifs relativement ouverts qui permettent un retour facile après le décrochage scolaire. Par ailleurs, ces deux pays se situent relativement près de la moyenne européenne (Royaume-Uni), voire un peu en-dessous (Finlande) en termes de proportion de jeunes qui n'obtiennent pas de diplôme d'enseignement secondaire supérieur. Les résultats pour ces deux pays montrent que le retour à l'éducation et l'obtention d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur sont associés à une meilleure performance scolaire ainsi qu'à des origines sociales plus élevées. De plus, la probabilité de reprendre ses études diminue avec l'âge. On ne trouve pas de différences entre les sexes au Royaume-Uni, bien que les résultats des jeunes hommes soient légèrement en retrait par rapport à ceux des jeunes femmes en Finlande.

La présentation aborde également les réponses politiques au décrochage scolaire dans les deux pays, reposant principalement sur le groupe des NEETs (les jeunes qui ne sont ni scolarisés, ni employés, ni en formation), qui se chevauche celui des jeunes en situation de décrochage scolaire.



Elina Kilpi-Jakonen

Université de Turku, Finlande

Elina Kilpi-Jakonen est maître de conférences et professeure adjointe à l'unité de sociologie de l'université de Turku (Finlande). Elle a précédemment exercé les fonctions de chercheuse principale dans le cadre du projet financé par l'ERC, Inconvénients Cumulatifs Intergénérationnels et Compensation des Ressources (INDIRECT) basé à l'université de Turku et en tant que boursière de recherche sur le projet *Education for a Lifelong – comparaisons de trajectoires éducationnelles dans des sociétés modernes –* basé à l'Institut universitaire européen (Italie) et à l'université de Bamberg (Allemagne). Elle a également obtenu une bourse de recherche post-doctorale à l'université d'Oxford (Royaume-Uni), où elle a obtenu son doctorat en philosophie. Ses recherches portent sur les inégalités sociales en matière de scolarité et d'insertion dans le marché du travail, en mettant l'accent sur les inégalités intergénérationnelles et ethniques.

▪ ESPAGNE

Réseau des écoles de la deuxième chance en Espagne et perspectives de collaboration euro-méditerranéenne

Si l'on admet que le décrochage scolaire est un symptôme et qu'il concerne toute l'Europe, et le bassin Méditerranéen, le véritable sujet est donc de savoir comment changer notre système éducatif pour qu'il apporte une réponse à chaque jeune et ne se satisfasse pas d'un taux d'échec, aussi faible soit-il. L'expérience diverse des dispositifs de type « école de la deuxième chance » (E2C) est une mine d'or pour qui cherche à renouveler le modèle éducatif. Le réseau des E2C en Espagne, deuxième réseau européen après la France, a été créé en 2016. Il est centré sur une méthodologie qui met en avant l'individualisation du parcours pédagogique, l'apprentissage articulé autour d'un projet personnel et professionnel et l'accompagnement intégral du jeune. Il a pour mission centrale « *de fournir des solutions concrètes et efficaces à tous les jeunes sans emploi ou qualification en Espagne grâce au modèle innovant des écoles de la deuxième chance, en lien étroit avec le monde de l'entreprise et avec la reconnaissance des institutions publiques* ». Il fait pour cela le pari d'une collaboration étroite à l'échelle euro-méditerranéenne avec d'autres E2C et réseaux nationaux afin de saisir ensemble des opportunités concrètes basées, notamment, sur l'échange de bonnes pratiques, l'innovation et la mobilité des jeunes et des formateurs.



Guillaume Thureau

Coordinateur national de l'association espagnole des écoles de la deuxième chance, Espagne

Ingénieur agronome de formation, Guillaume Thureau possède une expérience internationale de 20 années au sein du groupe Danone, dirigeant notamment des projets complexes dans des pays émergents. Membre du Comité de direction de Danone Algérie de 2004 à 2012, il a contribué au développement de la production laitière nationale et lancé une école de vente innovante destinée aux jeunes sans emploi et sans diplôme. Basé en Espagne depuis 2013, engagé dans l'Économie Sociale et Solidaires (ESS) en Méditerranée au travers de différents programmes européens, il a contribué à créer le réseau espagnol des écoles de la deuxième chance dont il est aujourd'hui le coordinateur national. Il est également le co-fondateur de Factoría F5, première école digitale inclusive et solidaire en Espagne, inspirée du modèle français de Simplon.co.

▪ BELGIQUE

Accompagnement des jeunes en situation de décrochage scolaire

Le *Vormingscentrum Molenbeek, Groep INTRO* (précédemment le *Vormingscentrum Foyer*) soutient les jeunes âgés de 15 à 18 ans n'étant plus à même de fonctionner au sein de l'enseignement traditionnel pour diverses raisons (fatigue scolaire, absence de culture scolaire, de motivation pour l'enseignement, baisse d'autonomie sociale et attitudes problématiques).

La méthode est à la fois basée sur un suivi individuel, une formation sur mesure et une acquisition d'expérience professionnelle.

Après une première phase d'évaluation positive, un projet de transition (« *brugproject* ») est mis en place. Le jeune reçoit alors l'opportunité d'acquérir une certaine expérience professionnelle dans des organisations partenaires pour une période maximale de 10 mois.

Le *Vormingscentrum* atteint ses objectifs dans 3 cas :

- lorsque le jeune parvient à réintégrer l'enseignement régulier et en particulier l'enseignement en alternance ;
- lorsqu'il s'installe de manière durable sur le marché du travail ;
- lorsqu'il suit une formation professionnelle ou un enseignement pour adultes.

Le *Vormingscentrum Molenbeek* s'appuie également sur le témoignage des anciens élèves ayant atteint leur objectif professionnel et qui viennent témoigner de leur parcours afin de motiver les jeunes.



Katelijn Schevelenbos

Vormingscentrumfoyer, Centre de formation pour les jeunes en difficulté, Belgique

Après avoir étudié les langues germaniques et scandinaves à l'université de Gand, Katelijn Schevelenbos a obtenu un diplôme d'enseignante. Elle a exercé 2 ans en tant que professeure indépendante avec des cours adaptés aux étudiants de divers secteurs professionnels, puis 6 ans en tant que professeure de néerlandais et d'anglais, et en tant que coordinatrice du 2^e cycle (3^e et 4^e années secondaires) dans un établissement du second degré de Bruxelles (Collège néerlandophone du Sacré Cœur de Ganshoren). Elle a ensuite travaillé 2 ans dans le centre de formation Securitas et depuis 8 ans, elle exerce au *Vormingscentrum Molenbeek, Groep INTRO*.

▪ QUÉBEC

Accès à la qualification après une situation de décrochage scolaire

La lutte contre le décrochage est, depuis 1992, une politique éducative majeure du Québec. Ces politiques visent autant la prévention du décrochage, l'augmentation de la persévérance scolaire que le soutien au raccrochage. Dans un premier temps, la présentation reviendra sur les principaux parcours des décrocheurs afin de cerner l'importance du raccrochage. Dans un second temps, nous décrivons les différentes voies d'accès à la qualification en distinguant les voies scolaires et les voies non scolaires. Les premières reposent sur la mobilisation d'un établissement scolaire, les centres de formation des adultes, comme ressources de prévention et comme ressources d'accueil des personnes en raccrochage. Les secondes sont le fait de différents organismes communautaires et d'économie sociale. Ils interviennent en soutien aux personnes en raccrochage, en aide psychosociale et en formation. Il faut aussi compter sur les entreprises qui peuvent bénéficier de ressources pour permettre la formation de leurs salariés par l'apprentissage. Cette description met en évidence la flexibilité du système éducatif québécois et la diversité éducative des différents intervenants.



Pierre Doray

Université de Québec à Montréal, Canada

Pierre Doray est chercheur au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie et professeur au département de sociologie de l'université du Québec à Montréal. Ses recherches actuelles portent sur les parcours des étudiants et la participation des adultes à l'éducation. Il s'intéresse aussi aux politiques de la persévérance et de lutte contre le décrochage. En parallèle, il travaille sur les politiques éducatives en formation professionnelle et dans l'enseignement supérieur. Il a été membre du conseil supérieur de l'éducation (Québec) de 2008 à 2015 et président de la commission de l'éducation des adultes du même conseil. Actuellement, il est président de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes.

ATELIERS DE LA SECONDE JOURNÉE

ATELIER 6

Quels partenariats pour le raccrochage dans et hors de l'école ?

Salle des conférences

Animateur : Benjamin Moignard, maître de conférences, Université Paris-Est

Intervenantes :

- Stéphanie Gourdol, cheffe du bureau des Actions Éducatives et de la Citoyenneté, Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (93)
- Cécile Tybin, principale, collège des Remparts de Rezay-en-Brie , académie de Créteil

Lorsqu'un jeune est en situation de décrochage scolaire, il est difficile pour les équipes pédagogiques de mettre seules en place son raccrochage. En particulier, les jeunes en voie de déscolarisation ou en rupture avec l'école, sont souvent très isolés et en contact limité avec les équipes. Or, aujourd'hui, l'école n'est plus seule pour agir en matière d'éducation. Les collectivités territoriales, les associations d'éducation populaire, les familles, ou même encore les entreprises, sont des partenaires privilégiés pour aider au raccrochage des jeunes, en mobilisant d'autres moyens et formes d'intervention pour les accompagner. La coordination de ces actions et leurs complémentarités sont aujourd'hui décisives pour faire vivre ces alliances éducatives d'un genre nouveau.

1. *Qui sont les acteurs et les catégories d'acteurs mobilisés sur des actions partenariales et à partir de quelles légitimités organisent-ils leurs actions ?*
2. *Sur quels registres et à quelles conditions ces partenariats peuvent-ils participer au raccrochage des élèves ?*
3. *Comment les pratiques partenariales permettent-elles de mieux prendre en compte la diversité des situations des élèves et de s'y conformer ?*

ATELIER 7

Quelle place donner à l'alternance pour mener à la qualification ?

Salle Montaigne

Animateur : Stéphane Vince, formateur de formateurs, académie de Nantes

Intervenants :

- Didier Coulomb, directeur d'innovation sociale, Fondation Schneider Electric
- Gilles Lodolo, directeur emploi formation, Union des industries et métiers de la métallurgie (IUMM)

Alors que le décrochage peut être dû à une dissociation, chez les jeunes, entre le savoir théorique enseigné en cours et la réalité concrète du quotidien, l'alternance peut être un levier pertinent pour aider les jeunes en situation de décrochage scolaire à raccrocher avec l'école. Ainsi, d'une part, l'alternance permet de recréer une cohérence entre savoirs scolaires et pratiques professionnelles ; mais, d'autre part, elle permet aussi aux jeunes de retrouver confiance en eux et de s'épanouir dans un contexte dans lequel leur travail et leurs compétences sont valorisées quotidiennement. L'alternance semble donc être un outil intéressant dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire.

1. *Comment donner du sens à l'alternance pour les élèves en situation de décrochage scolaire ?*
2. *Si l'alternance semble être un dispositif efficace pour raccrocher les élèves en situation de décrochage scolaire parce qu'elle crée un lien concret entre savoirs théoriques et pratiques et donc redonne du sens aux savoirs scolaires, quelles sont les prérequis (âge, maturité, savoir-être...) pour qu'elle soit favorable aux élèves concernés ?*
3. *Quelles sont les conditions d'une alternance réussie et comment mettre en place un véritable dialogue entre école et entreprise, notamment dans le cas des élèves en situation de décrochage scolaire nécessitant un suivi particulier ?*

ATELIER 8

Comment identifier les jeunes en situation de décrochage scolaire ?

Salle Rousseau

Animatrices :

- Muriel Col-Minne, inspectrice de l'Éducation nationale de l'information et de l'orientation (IEN-IO), DSDEN Val-de-Marne
- Nathalie Ploquin, directrice du centre d'information et d'orientation de Créteil, académie de Créteil

Intervenants :

- Florian Aujard, proviseur, lycée des métiers Jacques Brel de Choisy-le-Roi, académie de Créteil
- Sébastien Dubourg, chef de projet, bureau de la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information, DGESCO B2-2

Une fois que les jeunes ont décroché scolairement et se sont éloignés de l'école, il devient difficile pour les équipes de remédiation de les aider à raccrocher, notamment parce que leur identification devient difficile après leur départ des établissements scolaires. Pourtant, sans identification, aucune action de remédiation n'est possible. Afin de déterminer les procédures d'identification des jeunes en décrochage scolaire, il convient de distinguer trois types de décrocheurs : les décrocheurs « dans les murs » (qui continuent à venir en cours mais n'y sont pas attentifs et ne sont pas en situation d'apprentissage), les décrocheurs « hors les murs » (qui ne se présentent plus au sein des établissements) et les décrocheurs « sans les murs » (qui ont voulu s'inscrire à des formations, mais

qui, pour des raisons de contingences au sein des formations, ne se sont pas vu offrir de place). Chacune de ces situations nécessite l'intervention d'acteurs variés, *via* des actions diverses.

Quels acteurs intégrer dans le processus d'identification, comment les former, comment créer un dialogue constructif et quels outils utiliser pour permettre une action rapide et efficace dans le cas :

- 1. Des jeunes en décrochage « hors les murs » ?*
- 2. Des jeunes en décrochage « sans les murs » ?*

ATELIER 9

Comment accompagner les jeunes en situation de décrochage scolaire ?

Salle d'Alembert

Animatrice : Rozenn Merrien, directrice de l'Enfance, ville de Saint-Denis (93)

Intervenantes :

- Estelle Drillaud-Gauvin, coordinatrice, micro-lycée de Poitiers
- Nathalie Sitrès, directrice Insertion, opérations, réseau et relations extérieures, Réseau des établissements pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)

Les jeunes en situation de décrochage scolaire constituent un public particulier, qui, outre des difficultés scolaires, peuvent aussi rencontrer des difficultés personnelles (confiance en soi, rapport difficile au milieu scolaire, milieu socioéconomique et familial...). L'accompagnement de ce public est donc un processus particulier qu'il convient d'individualiser pour rassurer les individus dans leur singularité. Aujourd'hui, de nombreux dispositifs existent pour aider au rattrapage, qu'ils soient destinés aux équipes d'aides ou directement aux jeunes.

- 1. Comment articuler entre eux le nombre important de dispositifs d'accompagnement des jeunes en situation de décrochage scolaire et comment accroître la communication et le dialogue entre les acteurs de ces différents dispositifs ?*
- 2. Comment rendre les acteurs, structures et dispositifs identifiables et compréhensibles pour les membres de la communauté éducative, mais aussi pour les familles ?*
- 3. Comment assurer aux jeunes un suivi individualisé et rassurant malgré le nombre important d'interlocuteurs et de dispositifs qui leur sont proposés, et des différences entre les territoires ?*

ATELIER 10

Comment articuler l'action publique entre État, régions et territoires ?

Salle E. Cotton

Animatrice : France de Langenhagen, cheffe du département de la recherche et du développement, de l'innovation et de l'expérimentation, DGESCO-DRDIE

Intervenants :

- Hervé Demarcq, vice-président, réseau des Écoles de la deuxième chance
- Sandrine Puppini, cheffe de service, SAIO de la région académique Grand Est

Si la loi du 5 mars 2014 confie aux régions la responsabilité de mettre en œuvre et de coordonner les actions de prise en charge des jeunes sortis sans diplôme, elle rend aussi de fait obligatoire la collaboration entre les régions et l'État (les « autorités académiques »), ce dernier restant par ailleurs responsable des systèmes d'information, et présent au sein des plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs à travers ses personnels. Si le partenariat devient un impératif, il n'est pas pour autant simple à mettre en œuvre. Ainsi, dans certains territoires, de nouveaux modes de fonctionnement et de collaboration « horizontale » se mettent en place entre les différents acteurs régionaux et locaux, visant une meilleure prise en charge des jeunes.

1. *Comment articuler la politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire avec les spécificités des territoires ?*
2. *Comment faire en sorte que chacun des acteurs de la lutte contre le décrochage inscrive son action dans un cadre nécessairement partenarial ?*

COMITÉ D'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE

- **Hélène Beaucher**
Chargée d'études documentaires au Centre de ressources et d'ingénierie documentaires, Ciep
- **Sadika Benslimane**
Chargée de programmes au département coopération en éducation
- **Pierre-Yves Bernard**
Maître de conférences en sciences de l'éducation
- **Claude Bisson-Vaivre**
Inspecteur général honoraire, MEN
- **Nathalie Broux**
Professeure de français et ancienne coordinatrice de micro-lycée, Micro-lycée de la Courneuve
- **Lisa Bydanova**
Chargée de mission, Ciep
- **Jean-François Chesné**
Secrétaire général, Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco)
- **Didier Coulomb**
Directeur Innovation Sociale, Schneider Electric
- **Agnès Florin**
Professeure émérite de psychologie de l'enfant et de l'éducation, Université de Nantes
- **Saskia de Groof**
Coordinatrice, Fondation P&V
- **Denis Guadagnin**
Directeur adjoint, Mission locale de l'Agglomération Mancelle, MEN-DGEFP
- **Régis Guyon**
Délégué Éducation et Société, Rédacteur en chef de la revue Diversité, Réseau Canopé
- **Emily Helmeid**
Responsable des études et des relations internationales, Cnesco
- **Christian Lajus**
Coordonnateur, École Supérieure de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESENESR)
- **Adil Lamrabet**
Responsable développement et adjoint à la direction générale, Réseau des Écoles de la deuxième chance
- **France de Langenhagen**
Cheffe de section DRDIE, responsable du pôle décrochage, MEN-DGESCO
- **Florence Lefresne**
Cheffe de mission aux relations européennes et internationales, MEN-DEPP
- **Nicolas Madiot**
Chef du service académique de l'information et de l'orientation (CSAIO), Académie de Toulouse
- **Benjamin Moignard**
Maître de conférences, Université Paris-Est
- **Nathalie Mons**
Présidente, Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco)
- **Stéphanie Moullet**
Maître de conférences, Aix-Marseille Université
- **Farida Pariolleau-Ouammar**
Principale adjointe, Collège Paul Valéry, Académie de Créteil
- **Nathalie Ploquin**
Directrice, Centre d'information et d'orientation, Académie de Créteil
- **Jean Rainaud**
Conseiller d'éducation, Régions de France
- **Isabelle Robin**
Cheffe de département à la DRIE, MEN-DGESCO
- **Alexandre Schajer**
Président, Réseau des Écoles de la deuxième chance
- **Joël Zaffran**
Professeur, Université de Bordeaux
- **Zihar Zayet**
Secrétaire nationale, Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP)



 **cnesco**
conseil national
d'évaluation
du système scolaire

Carré Suffren
31-35 rue de la Fédération
75015 Paris
Tél. 01 55 55 02 09
cnesco.communication@education.gouv.fr
www.cnesco.fr

 @Cnesco  Cnesco



 **SORBONNE**
UNIVERSITÉS

Centre international d'études pédagogiques
1 avenue Léon-Journault
92318 Sèvres Cedex, France
Tél. 01 45 07 60 00
www.ciep.fr/contact/
www.ciep.fr

 @ciep_sevres  CIEP (page officielle)